



**Union Départementale des syndicats CGT
des Hautes Pyrénées**
Bourse du Travail, 3^{ème} étage
Boulevard du Martinet 65000 TARBES



Communiqué de presse ***Vendredi 31 janvier 2025***

Soutien de l'UD CGT des Hautes-Pyrénées aux agents de l'Office Français de la Biodiversité en lutte.

François Bayrou déclarait lors de son discours de politique générale « *L'écologie, au contraire de ce que certains pensent, ce n'est pas le problème, c'est la solution* ». Pourtant c'est lors du même discours que le premier ministre a dénoncé « *l'humiliation* » que subiraient les agriculteurs lors des contrôles de l'OFB, et la « *faute* » des agents qui mènent ces contrôles.

Le 21 janvier, Christian Convers, le secrétaire général de la Coordination rurale, syndicat patronal agricole, avait franchi un cap : « *Une voiture de l'OFB qui entre dans une exploitation sera brûlée sur place* ».

Cette déclaration fait suite aux insultes, incendies de locaux, sabotage de véhicules et autres effractions déjà subies depuis plusieurs mois par les agents de l'Office Français de la Biodiversité, exactions qui ont épargné, nous nous en félicitons, notre département.

Le vendredi 24 janvier, l'intersyndicale CGT/FSU/FO/CFE-CGC/UNSA de l'Office Français de la Biodiversité a été reçue par le Cabinet du Premier Ministre à Matignon.

Lors de cet entretien, l'intersyndicale a exprimé sa colère et a exigé :

- Qu'il soit adressé à tous les agents une lettre signée de Monsieur le Premier Ministre, exprimant son soutien ferme à chacun d'eux, réaffirmant le rôle déterminant des missions de l'OFB et celles de police en particulier ;
- De sanctuariser les effectifs de l'OFB en annulant la baisse prévue de 25 Emplois Temps Plein (ETP) et d'annuler la baisse drastique envisagée du budget de l'OFB ;
- De protéger désormais les implantations et les personnels de l'OFB contre toute agression ou attaque, quel que soit le syndicat agricole qui en est à l'initiative ;

- D'annuler le point 3 de la circulaire commune Agriculture /Ecologie (MASAF/MTECP) concernant le port discret dit “ *Inside* ” de l'arme, qui emporte une inégalité de traitement des citoyens, présente un danger pour les agents par la confusion qu'il fait naître dans l'esprit des agriculteurs et est en fait inapplicable ;
- De démarrer avant le 31 mars 2025 dernier délai un chantier sur la mise en place du service actif pour les Inspecteurs de l'Environnement ;
- De lancer au 31 mars 2025 avec le Budget et la Fonction publique la concertation visant l'amélioration du Quasi-Statut de l'Environnement, à l'inverse de la suppression recommandée par la Cour des comptes. Le bilan de cet entretien se solde, au-delà de l'exercice d'écoute et de tentative d'apaisement, à un refus sur les revendications 1 à 4 et à aucun signal potentiel d'avancée sur les deux dernières.

Le bilan de cet entretien se solde, au-delà de l'exercice d'écoute et de tentative d'apaisement, à un refus sur les quatre premières revendications et à aucun signal potentiel d'avancée sur les deux dernières. C'est dans ce cadre que l'intersyndicale a appelé les agents à se mobiliser vendredi 31 janvier devant 14 préfectures de notre pays.

L'Union Départementale CGT des Hautes-Pyrénées ne peut que saluer la démarche revendicative menée par cette intersyndicale au service des agents et de l'intérêt général.

L'UD CGT 65 soutient explicitement cette mobilisation.

Contrairement aux mensonges proférés et aux actions perpétrées, dans le cadre de la campagne électorale aux Chambres d'Agriculture, qui ont fait de l'OFB un bouc émissaire au mal-être agricole, il est pertinent de rappeler que seuls 7,5 % des contrôles annuels exercés par l'OFB ont un rapport avec le monde agricole.

Dans un contexte de dérèglement climatique accéléré, de disparition alarmante de nombreuses espèces, d'activités humaines parfois agressives pour les milieux naturels, plutôt que d'opposer agriculture et biodiversité, l'État devrait au contraire s'enorgueillir de mieux les concilier !

L'Etat devrait dès à présent augmenter les moyens de l'Office Française de la Biodiversité pour permettre à ses agents de mener à bien leurs missions de police de l'environnement et de protection des écosystèmes.

Comme l'exprimait justement le Premier Ministre, « *L'écologie [...] ce n'est pas le problème, c'est la solution* », c'est à ce titre que l'Union Départementale CGT des Hautes-Pyrénées prendra toutes ses responsabilités dans ces débats car il est impossible de dissocier transition écologique et justice sociale.

A Tarbes, le vendredi 31 janvier,

Le secrétariat de l'UD CGT des Hautes-Pyrénées